

CHARLEROI

Vers l'avenir

# Plein gaz contre l'effet de serre

Charleroi s'engage dans une politique de réduction des gaz à effet de serre. Avec son «bilan carbone», il fait figure de précurseur belge et anticipe l'avenir.

● Benoît WATTIER

Ville «la plus laide du monde» pour les lecteurs hollandais du *Volkskrant*, salie par les affaires politico-judiciaires et, avant cela, l'affaire Dutroux, Charleroi deviendra-t-elle un modèle de ville durable? C'est l'espoir du ministre fédéral (et carolo) de l'Environnement, Paul Magnette, présent hier pour la présentation du «bilan carbone» de Charleroi. Un projet ambitieux, initié par l'échevin Sonnet, porté par la tripartite, et qui va bien au-delà du petit geste pour l'environnement.

Plus personne, ou presque, n'ignore les effets de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone en tête) générés par une activité humaine devenue déraisonnable. C'est particulièrement le cas pour le transport et le chauffage, tous deux en nette augmentation depuis 1990. Ces gaz provoquent une hausse de la température de la terre et, par conséquent, des changements climatiques dont on ne mesure pas encore les effets catastrophiques qu'ils pourraient provoquer.

«Décarboniser» l'économie

La communauté internationale s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction de ces gaz. Idéale-



## Des implications multiples

L'initiative de la tripartite, si elle est menée à bien, aura des conséquences multiples. «On anticipe les règles et les défis pour l'avenir», explique Philippe Sonnet. Nos vies quotidiennes en seront fondamentalement modifiées. A l'avenir, la «tonne équivalente carbone» sera au cœur des politiques publiques. Anticiper cela, c'est un fabuleux gain de temps et d'argent.»

Concrètement, le bilan carbone aura des implications aux plans de la mobilité et de l'aménagement du territoire. Le premier échevin socialiste, Paul Ficherouille, évoque le renforcement des transports en commun, métro en tête. Il parle aussi contraintes et cite en exemple les gros 4x4 qui emportent une

ou deux personnes au cœur de Charleroi, au lieu de sa banlieue verte, avec les nuisances que cela suppose. Sans le dire ouvertement, il laisse entrevoir des moyens dissuasifs pour ce genre de situation...

Des décisions difficiles qui devront aller de pair avec une politique de redensification urbaine, comme le souligne l'échevin Éric Massin, pour qui il faudra un jour en finir avec les lotissements en périphérie. «Il faut faire revenir les habitants dans le centre, y augmenter l'activité économique», explique-t-il.

L'impact économique sera aussi inévitable. «Ce n'est pas la croissance qui est à remettre en cause, mais le mode de croissance», pense Paul Ficherouille, économiste de forma-

tion. Qui estime, par exemple, qu'il ne serait pas très intelligent d'investir, à long terme, dans l'automobile plutôt que dans les transports en commun. Il n'exclut d'ailleurs pas qu'il faille, un jour, envisager de mettre des limites au développement de l'aéroport carolo, qui favorise le moyen de transport générant le plus de GES. Après avoir servi de levier, l'aéroport pourrait servir à autre chose dans quelques années, par exemple dans le domaine ferroviaire, pense l'échevin.

Pour Frédéric Chomé, il est évident que la «décarbonisation» de l'économie s'accompagnera d'une mutation de l'économie qui, à terme, sera très créatrice d'emplois. ■ B.W.

ment, il faudrait parvenir à réduire de 90% les émissions d'ici 2050. Soit, pour la Belgique, passer de 14 tonnes de CO<sub>2</sub> actuellement produites par habitant à 1,2 tonne... La tâche s'annonce ardue et nécessitera des efforts considérables. C'est le sens de l'engagement de la Ville de Charleroi. Avec l'appui d'un expert énergétique et climatique, Frédéric Chomé, et surtout la méthode «Bilan Carbone» développée par l'ADEME, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, établissement public français à caractère industriel et commercial.

Il s'agit, d'abord, de dresser un bilan des émissions de carbone sur le territoire communal, en commençant par les collectivités, responsables de 10 à 12% des GES, mais en tentant aussi de convaincre associations, entreprises et citoyens de l'intérêt de s'impliquer. On évaluera aussi bien les émissions dues aux procédés que celles liées au transport, au traitement des fournitures, des déchets, des eaux usées, ainsi que les émissions liées à l'amortissement des immeubles et véhicules. Tout cela devrait être fait pour la fin juin 2008.

Ensuite, il s'agit ensuite d'établir un bilan des émissions, de définir celles qui sont «nécessaires», de définir les actions à mettre en place ainsi que leur coût et leur faisabilité. En outre, 25 conférences seront organisées pour sensibiliser le grand public. L'objectif est de présenter les données au collège pour septembre afin de déterminer, dans le budget 2009, les moyens à mettre en œuvre pour «décarboniser» progressivement l'économie locale. ■

## D'autres initiatives outre-Manche

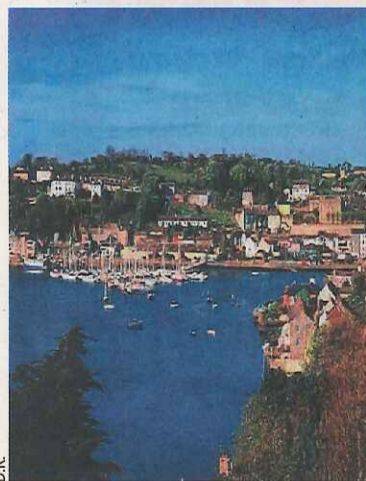
Lutter contre les gaz à effet de serre (GES), c'est bien. Mais il est peut-être possible de faire mieux encore.

Frédéric Chomé y a fait allusion: l'énergie bon marché, il faut oublier. Une énergie qui dépend, pour une bonne partie, du pétrole. Une ressource non renouvelable donc, dont l'épuisement progressif sera un défi majeur pour les générations actuelles.

Pour certains observateurs, le pic de production du pétrole aurait déjà été dépassé en 2006, et serait la cause réelle de la hausse des prix du pétrole que nous connaissons. Les experts les plus indépendants des lobbies énergétiques estiment, entre 2010 et 2020, le passage du pic. S'ensuivra une baisse inéluctable de la production.

Un «incitant» à ne pas négliger

Comme on l'a vu, les énergies fossiles, pétrole en tête, sont aussi les principaux responsables des gaz à effet de serre. Dès lors, ne serait-il pas judicieux de faire plus explicitement le lien entre les deux problèmes? Car comme l'a évo-



Kinsale, en Irlande, fait figure de pionnière parmi les «villes en transition énergétique».

qué l'expert énergétique et climatique de la Ville de Charleroi, la perspective de payer un litre de gasoil à 7 € ou de fuel à 8 € d'ici 2020 (alors que le baril a dépassé, hier, les 109 \$) risque sans doute de capter davantage l'attention de la population que les effets encore impalpables des GES... De quoi obtenir un soutien plus large des citoyens.

Des initiatives couplant très clairement ces deux problèmes majeurs pour l'avenir de

l'humanité existent. La petite ville de Kinsale, en Irlande, est considérée comme la pionnière des «villes en transition énergétique». Autrement dit, des villes, essentiellement du Royaume-Uni et d'Irlande, mais aussi d'Australie et de Nouvelle-Zélande, qui ont décidé de prendre à bras-le-corps ce double défi.

Plusieurs dizaines de villes et communes se sont déjà engagées dans cette démarche, des dizaines d'autres, à travers le monde, sont sur le point de leur emboîter le pas. Un site Internet, [www.transitiontowns.org](http://www.transitiontowns.org), fédère ces villes ayant adopté le «modèle de transition».

Un spécialiste du «pic pétrolier»

Philippe Sonnet semble ouvert à l'initiative. L'échevin compte, par ailleurs, inviter Patrick Brocorens, à faire partie du comité d'accompagnement du «bilan carbone». Docteur en chimie, chercheur à l'Université de Mons-Hainaut, il a été parmi les premiers en Belgique à s'inquiéter de la déplétion des énergies fossiles. Son apport pourrait certainement être bénéfique. ■ B.W.